

# Colloque « nucléaire et politique »

## Les vrais irresponsables

Le samedi 3 mai (après la manif) et le dimanche 4, nous étions environ 300 réunis sur le thème Nucléaire et politique. Le précédent numéro de TS a rendu compte des travaux du samedi soir où il s'agissait d'étudier les conséquences du programme nucléaire actuellement engagé au cas où l'EDF et le gouvernement s'acharneraient à le maintenir. Le lendemain matin, l'hypothèse de travail était, au contraire, celle de l'abandon d'un tel programme...



Quelles seraient les principales conséquences de l'abandon du programme nucléaire actuel.

1) **Les alternatives technologiques** (énergie solaire, géothermie, éoliennes, etc.). La commission a commencé par faire la même constatation que les participants qui, la veille, étudiaient les risques du nucléaire : les « experts » eux-mêmes, sur un tel sujet, savent à la fois beaucoup et peu.

Certes, on sait que l'énergie solaire est d'ores et déjà applicable pour le chauffage domestique. On sait que la géothermie est déjà utilisable en France et systématiquement boycottée. On sait que des éoliennes seraient rentables. On sait qu'on pourrait encore réaliser maints équipements hydrauliques. On sait qu'on pourrait réouvrir des mines et recourir un jour à la gazéification.

Mais on connaît mal l'importance de l'énergie qui pourrait ainsi être produite et les conditions économiques de cette production : où l'on constate, encore une fois, l'irresponsabilité d'un pouvoir qui n'a jamais sérieusement effectué cet inventaire.

D'ailleurs il s'agit ici plus que

d'un inventaire. Il s'agit d'orienter la recherche scientifique. Faut-il rappeler qu'en 1975 la France consacra 99 % de ses dépenses de recherche dans le domaine de l'énergie au seul nucléaire contre 1 % aux autres sources d'énergie auxquelles, au même moment, les USA consacreront d'énormes crédits de recherche ? Qu'arrivera-t-il si, comme on peut le craindre (ou l'espérer ?), le programme nucléaire échoue ? Et pendant ce temps le chômage sévit parmi les chercheurs ! Alors ? Où sont ici les responsables et les irresponsables ?

2) **Les incidences sur la croissance et sur l'emploi.** Le raisonnement de l'EDF et du gouvernement est le suivant : pas de plein emploi sans croissance ; pas de croissance sans augmentation de l'énergie disponible ; en l'absence d'autre alternative, pas d'accroissement d'énergie sans recours au nucléaire. Conclusion : pas de plein emploi sans recours au nucléaire.

Or ce raisonnement n'est vrai que dans le cadre du système capitaliste. Il est vrai qu'un blocage énergétique (ne serait-ce que par un moratoire) impliquera un freinage de la fuite en avant, mais peut-on appeler « croissance » cette fuite en avant

qui n'a pour moteur que la production de valeurs d'échange et qui n'a pour but que l'accumulation du capital et l'exploitation accrue des travailleurs ? Qu'est-ce que cette « croissance » sinon l'absurde accélération d'un gaspillage généralisé ?

Au demeurant que signifie cette pseudo évidence selon laquelle le plein emploi serait le résultat bénéfique de la croissance ? Qui plus est : de la croissance énergétique ? Pourquoi le plein emploi exigerait-il dans 25 ans que chaque Français (sera-ce « chaque » Français ?) consomme quatre fois plus d'énergie qu'aujourd'hui ? Tout ceci n'a de sens (ou plutôt : de non-sens) que dans un système où chaque entreprise est, sous peine de mort, condamnée à vaincre (donc à s'accroître) ou à mourir. C'est ce système en tant que tel qui exige la fuite en avant. C'est précisément lui qu'il s'agit de supprimer.

Telle est, finalement, la question DURE posée par le refus du nucléaire : rien moins que le changement de société. C'est ce qui a été envisagé dans la troisième commission.

3) **Nationalisation, planification et autogestion de l'énergie.** Le

premier sentiment qui s'est exprimé ici, c'est une grande désillusion devant l'EDF. Nationalisée, certes ! Pourtant certains ont proposé de l'appeler EDF-Westinghouse. D'autres ont dénoncé sa formidable prétention : prétention de nous imposer (sous prétexte de prévision) notre taux de consommation énergétique à venir ; prétention de rationaliser l'ensemble de l'énergie française ; prétention de relancer et de restructurer l'industrie, etc. D'autres ont dénoncé cette technocratie calculatrice conduisant à imposer de gigantesques unités de production savamment interconnectées et contrôlées par ordinateurs... ce qui a pour effet d'exclure toute décentralisation énergétique, et même toute production dans de petites unités locales. Devant cette sorte d'abus de pouvoir, certains en sont venus à réclamer la démission de la direction actuelle d'EDF : il faut exiger que la gestion d'EDF, en particulier sa politique d'investissement et de tarification, (arbitrage entre Pechiney et chacun de nous !) donne lieu à un véritable débat public.

On s'est alors posé des questions plus théoriques : liaison entre formes d'énergie et mode de production ? Une société « écologique » est-elle condamnée à un profil énergétique bas ? **Et finalement : le socialisme doit-il nécessairement être anti-nucléaire ?** Et certains de répondre : OUI. D'autres ont alors apporté une précision essentielle : OUI, dans l'état actuel de nos connaissances, tant que les risques afférents au nucléaire ne sont pas techniquement dominés de façon

absolue. Sinon : régime policier, technocratie, etc, etc.

Au terme de cette recherche, il semble qu'on puisse schématiser les conclusions de la façon suivante.

**Une constatation** : nous sommes brusquement confrontés à une question nouvelle et dure face à laquelle il est manifeste qu'une réflexion politique sérieuse est à peine entreprise. Ça n'a d'ailleurs rien d'étonnant : d'un côté l'EDF, le gouvernement et leurs supporters mettent tout en œuvre pour stopper toute information qui pourrait susciter une telle réflexion, d'un autre côté la gauche traditionnelle ou bien s'enferme dans l'idéologie scientiste du siècle dernier (de la bonne science + des nationalisations et tout ira bien !), ou bien évite comme la peste un sujet dont elle ne pourrait tolérer les implications révolutionnaires. Cette nouveauté, ce manque d'information, cette paralysie expliquent pour une grande part les insuffisances de notre colloque. Mais en même temps elles lui confèrent un certain caractère exemplaire : celui d'une initiative qu'il importe maintenant d'élargir au maximum.

### à propos du moratoire

Pour les uns, ce qui est en cause ce sont d'une part la structure de la décision et, d'autre part, le caractère incroyablement massif du programme ainsi hâtivement décidé. Il s'agirait alors d'arrêter ce programme pour obtenir un délai indispensable et cela dans un double but : informer en vue d'une décision véri-

tablement démocratique ; effectuer les indispensables recherches sur les technologies alternatives et sur les économies possibles d'énergie

Pour d'autres, le moratoire signifie : NON au nucléaire dans l'état actuel de la science et de la technologie. Il s'agirait alors d'attendre, avant de mettre éventuellement le paquet, d'en savoir plus dans le domaine nucléaire.

D'autres étaient visiblement plus catégoriques. On en sait d'ores et déjà assez pour conclure qu'il faut, dès aujourd'hui, dire définitivement NON à l'énergie nucléaire.

En fait, dans l'immédiat, ces positions aboutissent à la même décision concrète : arrêter coûte que coûte le programme actuel. Il va certes de soi qu'une telle décision comporte des conséquences considérables aux niveaux économique, social et politique. C'est vrai et il faut en débattre ; mais nous serons de toute façon acculés à ces conséquences étant donné le peu de crédibilité du programme gouvernemental dont on peut raisonnablement présumer l'échec.

Alors, dans ces conditions, quels sont ceux qui se comportent de façon véritablement responsable ? Il suffirait d'écouter les camarades d'Alsace, de Braud, d'Erdeven, d'Allemagne et d'Angleterre pour entendre la réponse : les vrais « responsables » ne sont pas du côté de l'EDF ni du gouvernement...

Philippe ROQUEPLO ■

## La semaine antinucléaire en province

### ● Gravelines (Nord) : 3000 «utopistes» face au CRS

Nous étions au moins 3 000 à Gravelines (Nord) le 26 avril. Ce n'est pas mal si l'on songe que l'an dernier nous n'étions que 150. Lentement mais sûrement, ça vient, et le rassemblement de samedi et dimanche aura grandement fait avancer les choses.

L'affaire commença sur la place de Gravelines par une représenta-



tion du théâtre de l'« Utopie » : cinq clowns qui font rire et en un quart d'heure, mettent en pièces la société du plastique, de la publicité, du fric, des flics et... de l'énergie nucléaire

Après ce fut la longue marche : cinq kilomètres à pied sur une petite route coupant les blés en herbe. Au bout du chemin, les grillages de la centrale et — en arrière plan — les

cuves géantes de la BP et les hauts-fourneaux d'Usinor... De quoi rêver. Le commissaire s'avance pour parlementer : « Nous ne sommes que douze », dit-il. Nous savons à quoi nous en tenir, aussi ne perdons-nous pas de temps. Les grillages sont vite défoncés et tout le monde se retrouve à l'intérieur face aux CRS.

On a gagné : on chante, on danse, on dit pourquoi on est là. Les CRS sont à deux pas, qu'importe, on a montré la légalité du peuple face à la « légalité » du pouvoir qui méprise assez la loi pour faire une centrale

sans permis de construire. Le théâtre de l'« Utopie » remet ça : c'est la joie.

Echarpe en baudrier, le maire de Grande-Synthe vient dire qu'il est avec nous. Ça fait un peu rétro, mais sympa. D'autant plus sympa qu'il est du CERES et que — du PS — on a vu personne, surtout pas Denvers, le leader du fief, député, président du Conseil général du Nord, qui avec sa femme, maire de Gravelines, s'est révélé le meilleur défenseur de la centrale.

Au bout d'une heure, on vote pour le retour à Gravelines. Tous les trophées de la victoire (grillages, panneaux) sont déposés sur les marches de la mairie. La soirée se termine par un bal et un feu d'artifice.

On a recommencé le dimanche avec une assemblée sur la place. Pour la première fois la population gravelinoise a participé au débat. Et ce n'est qu'un début...

**Fabrice CLEMENT** □

## ● Gard : il n'y pas pas que l'atome ...

Une manifestation a eu lieu à Aramon (Gard) pour imposer à EDF que la centrale en cours de construction soit conçue et aménagée pour éviter la pollution. La centrale fonctionnera au fuel, mais — si les aménagements nécessaires, ne sont pas mis en place — elle sera très polluante dans un rayon de plus de 20 km.

Cette manifestation, organisée par les comités écologiques d'Avignon et de Nîmes, était soutenue par les fédés PSU. Plusieurs élus de gauche lui ont apporté leur soutien, dont les deux adjoints et le conseiller municipal PSU de Nîmes. Plus de 500 manifestants étaient là, dont certains venus en vélo depuis Avignon. Une petite fête, un bal sur la place du village ont clôturé la manif.

Correspondance □

## ● Champagne une manif à vélo

Deux cents manifestants ont répondu à l'appel lancé par les sections de Vitry-le-François, Châlons-sur-Marne, Saint-Dizier et Reims du comité antinucléaire champenois ; ils ont défilé à vélo dans les rues de Vitry-le-François avant de se rendre à un pique-nique organisé à



Cheppes-la-Prairie, lieu d'implantation projeté d'une centrale nucléaire, dont les travaux de construction pourraient commencer dans moins de deux ans.

Cette manifestation s'est inscrite dans le cadre de l'unité populaire puisque le comité qui avait dès le début reçu le soutien actif de la fédération de la Marne du PS, ainsi que de l'APF de Vitry, a également reçu le soutien de la section de Thiéblemont du PCF qui a lancé un communiqué avec le groupe PSU de Pargny-sur-Saulx, appelant les travailleurs à soutenir le CAC et à se rendre à la manifestation à vélo.

Cette manifestation a clos la semaine nationale d'action antinucléaire durant laquelle les soirées folk avaient été organisées à la MJC de Vitry-le-François avec projection de diapos sur l'énergie solaire. A Châlons-sur-Marne, le CAC a organisé une exposition antinucléaire et projeté le film « La Bombe ». Sur Reims, la section du CAC qui vient tout juste de naître projette déjà de réaliser « 6 heures contre le nucléaire ».

Dans la Champagne, le CAC ne chôme pas, et il n'a pourtant que quelques mois... Quelques mois au cours desquels plusieurs réunions d'informations devaient être réalisées : la première à l'Hôtel de Ville de Vitry-le-François, au mois de janvier, où 500 personnes étaient présentes ; la deuxième, deux mois plus tard, à la Salle des fêtes avec la participation de Philippe Lebreton (700 à 800 personnes). Puis ce furent des réunions décentralisées dans les petits villages autour de Cheppes la Prairie...

Mais le CAC doit encore redoubler « d'énergie », car les premiers travaux de prospection des terrains risquent de commencer au mois de juin...

J.S.

## Trois journées anti-nucléaire à Saclay

*Le nucléaire, c'est propre, mais ça tue ! Alors quelle énergie voulons-nous ? Voulez-vous ?  
 Nous avons répondu en 1973, déjà,*

*avec les journées de Bièvres que vous connaissez. Etant donné qu'actuellement les tenants du nucléaire mettent les bouchées doubles, il nous semble urgent de refaire le point sur les énergies non polluantes, crédibles et localement disponibles.*

*Pendant les trois jours de la Pentecôte (les 17, 18 et 19 mai, à OR-SAY), nous allons faire des exposés, organiser des débats, présenter des*

*projets et des réalisations, sur ces différentes énergies.*

*Et pour que vous soyez tout à fait contents de venir, il va y avoir aussi du spectacle : Peter Brook, Fontet Val... seront là ! Tous les spécialistes des questions d'énergie solaire, éolienne et géothermique, seront les bienvenus. Les réalisateurs aussi bien sûr.*

*La participation pour ces trois*

*jours est de 30 francs (repas non compris). Pour vous inscrire, écrivez à Annick DOURDOU, 31, avenue des Cottages - 92340 Bourg-la-Reine.*

*Il est urgent de venir. Vous ne croyez pas ?*

*Le GROUPE DE  
TRAVAIL HELIOTECHNIQUE*